

Projets de coopération

Intervention le
Jeudi 19 décembre 2015 à Cluny

avec **Athanase KARAYENGA**

Présentation de la soirée

- **Intervenants :**
Athanase KARAYENGA
- **Mode d'intervention:**
Café débat
- **Coordonnées :**

Jeudi 19 décembre 2015, ancienne quincaillerie de Cluny : le FRGS Clunisois et l'association Cluny Chemins d'Europe organisent conjointement un café débat sur les associations de coopération et les outils qu'elles ont mis en place pour évaluer leurs actions.

Quatre structures de coopération présentent leurs actions respectives, à savoir Carora France, l'Université Rurale du Clunisois, Afrique Terres des Hommes (ATDH) et ATD Quart Monde. Consultant Media, Athanase Karayenga est présent en tant que grand té-

Carora France - Témoignage de Sabine Turenne

Carora est une ville du Venezuela. Dans la banlieue de cette ville se trouve un lieu qui accueille les jeunes séropositifs. Je me suis personnellement engagée à aider ces jeunes, au départ de la France. Pour cela, en 2002, j'ai créé l'association « Carora France ».

Nous avons financé une construction à hauteur de 25 %, le reste étant payé par le gouvernement du Venezuela. Nous avons planté de l'aloé vera, une plante médicinale utilisée aussi dans la cosmétique. Comme la plantation a été dévastée par la sécheresse, nous avons conçu le projet de creuser un puits.

Dans les six mois à venir, nous devons récolter les fonds pour l'achat d'une pompe. Pour cette opération, nous sommes soutenus par des jeunes d'ici.

Là-bas, les choses sont difficiles, lentes, surtout depuis la crise. Pourtant, elles avancent. La maison

existe, les gens qui accueillent les jeunes atteints du sida sont efficaces. Nous, nous savons mobiliser les gens d'ici pour aider.

A l'avenir, il est question d'échanges entre le lycée de Cluny et le lycée de Carora.

Nous voudrions aussi développer un jumelage entre Carora et Cluny, ce qui implique d'institutionnaliser d'avantage l'association. C'est un peu compliqué car au départ il s'agit d'une initiative personnelle et informelle de solidarité entre personnes. Les jeunes sont peu intéressés par une structure formelle. Or, la preuve de notre réussite, c'est justement la présence de jeunes. Je pense donc que l'évolution de l'association passera par Internet

DANS CE NUMÉRO :

| | |
|--------------------------------------|--------|
| Présentation de la soirée | 1 |
| Carora France | 1 |
| Afrique Terres des Hommes | 2 |
| ATD Quart Monde | 2 |
| FRGS Clunisois | 3 |
| Le grand Témoin Athanase Karayenga | 3 |
| Aux armes citoyen | 4 |
| Des méthodes d'évaluation sur mesure | 4 5 |
| | 5 |

Afrique Terre des Hommes - Témoignage de David Mayingila

Je suis originaire du Congo belge et je suis arrivé en France en 1980 alors que j'étais enfant. J'ai grandi ici, j'ai été à l'école ici. Je suis devenu photographe. En 1994, j'ai accompagné les enfants d'une école pour un reportage photographique au Burkina-Faso.

C'était la première fois que je retournais en Afrique. J'ai comparé tout ce que j'avais acquis en Europe et tout ce qui manquait aux Africains. Je me suis dit qu'il y avait un problème quelque part, que quelque chose n'allait pas.

J'ai cherché ce que je pouvais faire. En 2010, j'ai créé ATDH, une association destinée à porter des projets de développement au Congo.

Mon projet actuel est de créer à Kinshasa un centre social, une sorte de MJC où les jeunes viendraient s'exprimer et travailler sur leur projet de vie. Je me suis d'abord adressé à la communauté africaine de Chalon-sur-Saône mais elle n'a pas répondu. C'est à la maison de quartier des Aubépins, un quartier de Chalon, que j'ai trouvé l'écoute et l'aide dont j'ai besoin pour mener à bien mon projet.

Les gens de la maison de quartier ont créé ensemble un feuilleton sur leur quartier. J'ai intégré l'équipe et une partie de l'équipe a intégré mon projet pour l'Afrique. Le projet est dans sa phase d'écriture et de recherche de partenaires institutionnels et financiers. Au vu des actions d'ATDH dans les quartiers de la ville, la mairie de Chalon com-

mence à se montrer intéressée par ce projet à international. Au Congo, les autorités se sont trouvées intéressées dès le départ. Le ministère des affaires sociales a donné l'agrément « association humanitaire et sociale ». A Kinshasa, le maire a mis à disposition le terrain sur lequel on va installer la tente qui sera le point de départ de l'action. On est en train de former une équipe de gens sûrs par rapport à la corruption et par rapport à l'esprit d'ATDH : il s'agit que les gens se développent eux-mêmes et prennent leur destin en mains.

Pour l'instant, les choses avancent. Notre outil d'évaluation est la mobilisation, l'enthousiasme, la joie de l'équipe des Aubépins qui applique à la lettre notre devise : partager les richesses du vivre ensemble ».

ATD quart monde - Témoignage de Nane Tisso, aussi responsable de Cluny Chemins d'Europe

ATD Quart Monde est un mouvement né en France à l'instigation d'un prêtre Polonais qui vivait dans la misère.

Ce n'est pas une structure d'urgence mais un mouvement de lutte pour les droits fondamentaux et contre l'exclusion par le changement des lois.

Depuis très longtemps, le mouvement est implanté à l'étranger : en Afrique, en Amérique latine, dans l'Océan Indien, aux Philippines, aux USA.

Des volontaires d'ATD vivent au quotidien dans les quartiers difficiles, apportant leur aide aux populations défavorisées. Leurs actions sont facilement évaluables car elles apportent des changements visibles : des canalisations, des puits, des dispensaires.

Au départ, le sigle ATD signifiait Aide à Toute détresse, aujourd'hui il signifie Agir Tous pour la Dignité.

Le groupe de Mâcon a été créé en 1992. Il compte quatorze personnes.

La comparaison avec ce qui se passe à l'étranger peut servir d'évaluation : à Mâcon, comme sans

doute en France et dans toute l'Europe, il n'y a pas ce soutien communautaire que l'on trouve dans les ATD installées à l'étranger. Les gens qui vivent dans la précarité sont beaucoup plus perdus, anonymes, isolés, sans doute à cause des disparités de situations et de revenus. Ils se rejettent entre eux, il n'y a pas ce partage des difficultés, ces échanges qui devraient exister quand les gens partagent un lieu. Ce manque de lien provoquent jalousie, rivalités, bagarres, haine, ce qui n'aide pas à relever la tête et à combattre. Ce serait plus facile s'il y avait des projets en commun, comme au quartier des Aubépins, par exemple, mais le groupe n'est pas assez soudé.

Les quelques projets que nous avons réalisés n'ont pas changé en profondeur les gens et le quartier. Ils n'ont pas apporté ce changement des mentalités nécessaires pour créer une autre société. Comment peut-on faire pour que ça change ?

L'observation fait aussi office d'évaluation : un changement est visible dans la capacité des gens à s'exprimer en public. Une confiance s'est

instaurée grâce à laquelle la parole peut mieux circuler. Les personnes en difficultés en sont venues à constater qu'elles n'étaient pas les seules à avoir des problèmes, que ceux qui sont plus riches en ont aussi.

Ce nouvel état d'esprit a permis de se retrouver dans une humanité commune mais dernièrement nous avons discuté des migrants. Dans notre groupe de quatorze personnes, dix pensent que l'arrivée des migrants provoquera une baisse des aides pour les pauvres de Mâcon.

Le FRGS Clunisois - Témoignage de Chantal Tramoy, chargée de mission au FRGS

Depuis quinze-vingt ans, les Foyers sont en partenariat avec une région de Casamance, au Sénégal. Cela s'est fait à partir d'une rencontre avec un responsable sénégalais, Baba Koïta, qui était venu en France pour faire ses études.

Nous avons évoqué nos réalités communes : quel est l'avenir de nos zones rurales, de nos villages si tout le monde s'en va ? Nous avons défini que les habitants du monde rural devaient prendre en main leur propre développement et que, pour cela, ils devaient se former.

Mais quelle formation donner à des gens qui n'ont pas le même niveau d'études ?

Ensemble, nous avons décidé d'expérimenter une formation en commun. Cette formation, nous l'avons appelée le CIRAL (Certificat d'Initiative à la Recherche Action Locale) et nous l'avons rattachée à un organisme universitaire : le Collège Coopératif de Paris.

Henri Desroches, le fondateur du Collège, a toujours été persuadé que l'expérience peut devenir savoir, qu'il faut seulement savoir la transformer. La formation expéri-

mentale a été mise en place en parallèle à Cluny et à Bagdadji. Elle a duré un an et demi, avec des intervenants et un aboutissement commun : une présentation de mémoire devant un jury et une validation par un diplôme correspondant à Bac + 2, presque un master. La première promotion rassemblait vingt-deux personnes.

Les motivations des participants étaient différentes : les Africains visaient le diplôme, qui pouvait les aider dans la recherche de travail. Les Français étaient surtout intéressés par la démarche d'écriture.

Certaines choses ont mieux marché en Afrique qu'en France et vice-versa.

Le cursus a été accompli et aujourd'hui, le CIRAL fait partie des diplômes proposés par le Collège Coopératif de Paris.

Le CIRAL est vraiment au cœur de notre projet international.

Pour évaluer ce projet, nous n'utilisons pas les outils d'évaluation traditionnels, basés sur le quantifiable, mais sur un outil particulier : le journal de bord. Il ne s'agit pas d'un simple compte-rendu des événements qui ponctuent le projet. On y inscrit le ressenti : ce qui a touché,

l'ambiance, la petite citation. Ces critères de ressenti sont mesurables mais il faut être rigoureux. Cette évaluation tirée d'un journal de bord est très efficace pour voir l'évolution d'un projet : on peut y trouver l'objectif premier, ce qui marche, ce qui rend heureux, ce qu'on recherche. Elle est aussi utile pour chercher des financements. Les financeurs et les institutionnels apprécient ces documents vivants qui les changent des documents classiques.

Le propre du journal de bord est qu'il faut le mettre en place au début du projet et non pas à la fin, comme pour les outils d'évaluation traditionnels.

Nous utilisons aussi l'arbre d'Ostende. Il s'agit d'un arbre dessiné sur lequel des bonhommes sont disposés : en train de grimper, tombés au sol, en déséquilibre sur une branche, à la cime... Le dessin est donné au début d'une démarche ou d'un projet et la personne doit marquer le bonhomme qui représente son état d'esprit. Le dessin sera ainsi repris à plusieurs moments de la démarche et bien sûr à la fin. L'arbre d'Ostende permet de voir les évolutions d'un projet et d'une personne.

Le grand témoin, Athanase Karayenga.

Sociologue de formation, Athanase Karayenga est journaliste et consultant en media. Il est chargé de projets pour la Fondation Hironnelle, une ONG suisse basée à Lausanne et qui a pour objet d'aider les medias indépendants dans le monde.

Concrètement, il s'agit d'aider à l'installation de radios communautaires dans les pays en crises ou sortant de conflits, ceci afin de livrer des informations fiables à la population et d'accompagner les processus de paix.

Athanase Karayenga est aussi responsable d'un projet de lutte contre l'esclavage au Niger. Il s'est exprimé ainsi :

« Je suis français par amour : amour d'une femme et amour de la France, de sa culture, de ses difficultés, de ses défauts aussi. J'ai fait à Stras-

bourg mes études universitaires en journalisme et sociologie. Des organismes internationaux comme l'ONU, l'UNESCO, la FAO, le bureau international du travail font appel à moi comme consultant dans le domaine des médias. Je participe à des projets d'accompagnements de journalistes, à l'évaluation des besoins, à l'évaluation des projets ou à la recherche de financement. Ces organismes m'ont envoyé dans toute l'Afrique pour créer là une imprimerie, là une agence de presse, là une radio rurale. Avec ce que cela implique quand on travaille avec l'Afrique : les gouvernements qui changent, le manque d'interlocuteurs, la gestion du temps qui n'est pas le même pour l'Africain et l'Occidental.

Actuellement, je suis sur deux grands projets : la lutte contre l'es-

clavage au Niger et la lutte contre le travail forcé, notamment dans les pêcheries asiatiques. Au Niger, il existe un esclavage traditionnel qui concerne les filles et les femmes. Cet esclavage s'incarne dans le principe de la cinquième épouse. Dans le Coran, les hommes ont le droit d'avoir quatre femmes, du moment qu'il les aime tous de la même façon. Pour contourner ce précepte, les hommes ont trouvé le principe de la cinquième femme. Ils peuvent avoir une cinquième femme et même plus, du moment que la femme ou la fille provient de la caste des esclaves. Des fillettes sont ainsi capturées sur le chemin de l'école ou du puits, l'homme verse une petite somme à ses parents et la fillette devient son épouse. Elle ne reverra jamais sa famille et les enfants qu'elle mettra au monde seront aussi des esclaves.

En Asie, le secteur de la pêche fonctionne avec le travail forcé de milliers de personnes, des gens du Bangladesh, du Ghana, du Sénégal. Les pêcheurs sont embarqués sur les bateaux pour trois ans, sans salaire, sans sécurité, sans soin. Ils ne peuvent pas partir car leurs passeports sont confisqués. Il s'agit d'un véritable trafic d'êtres humains. Ce système cause des dommages huma-

nitaires mais aussi environnementaux : les eaux sont littéralement pillées et les fonds marins irrémédiablement détruits. En fait, tout est lié. Organisés par les mafias, les réseaux sont utilisés pour bien d'autres trafics : la drogue, les armes, la prostitution, la rafle d'enfants, le trafic d'organes... Un des derniers scandales en date : en Afrique, dans le nord Kivu, on a trouvé du coltan (colombite-tantalite), un minerai qui

entre dans la fabrication des téléphones portables. Tout le monde vient se servir – le gouvernement, les entreprises américaines, françaises..., sans égards pour les populations qui se font massacrer si elles défendent leur territoire, ni pour l'environnement. Et c'est très beau, le Kivu, on dirait la Normandie. Et il n'y a pas que le coltan, il y a aussi du bois, du pétrole, des diamants, du cuivre...

Aux armes, citoyen...

En fait, ça ne sert à rien de cultiver nos petites rêves individuels. On saura toujours aider un quartier, une ville, un groupe de gens. Ce qu'il faut, c'est que les citoyens trouvent un moyen pour changer la donne. Nous avons un pouvoir de citoyens (faire changer les lois) mais aussi un pouvoir de consommateur : par nos achats, nous pouvons agir sur le monde.

Chacun doit prendre conscience qu'il n'est pas possible de fabriquer à des coûts aussi bas, qu'il y a quelque part des gens, des hommes, des femmes, des enfants, qui sont réduits en esclavage ou aux travaux forcés.

Chacun doit prendre conscience que par ses achats, il est complice

de cette situation ou au contraire qu'il lutte pour un monde plus juste. C'est possible en achetant dans des filières certifiées qui attestent que le produit acheté a été produit dans des conditions respectueuses de l'humain et de l'environnement. Le rôle des médias est de faire prendre conscience de ces situations.

Personnellement, je m'occupe de programmes de formation de journalistes. On leur montre les conventions internationales que les Etats ont signées. Après, ils peuvent lancer des campagnes d'information et faire passer le message du droit, de l'égalité, de la justice, de la citoyenneté. Il faut cela pour contrer l'appétit voraces des mafias et l'irresponsabilité des gouvernements.

Il ne faut pas oublier que la liberté d'expression n'est pas un droit des médias mais un droit du citoyen, un droit venu dans la droite ligne de la déclaration universelle des Droits de l'homme. Ces droits disent que la personne a le droit de voter et d'être élu, d'accéder à l'information et de diffuser ses idées. Les citoyens doivent exiger que les médias relaient les vrais soucis, pas les anecdotes, les petites phrases. Il faut que le citoyen se réapproprie cette capacité de comprendre les choses pour exiger le changement, la justice, le respect des droits. Il faut que le citoyen demande aux Etats de rendre des comptes.

Des méthodes d'évaluation sur mesure

Je vous dis bravo pour tout ce que vous faites dans vos associations. Je vous dis un immense merci de m'avoir invité à écouter vos expériences, votre vécu, votre bonheur, votre frustration à voir le malheur que vous côtoyez. Finalement, nous sommes tous d'incorrigibles rêveurs. Je trouve magnifique que l'on rêve pour le quartier, le voisin, la ville, le pays, le monde. C'est très loin de la façon dont on pensait et faisait la coopération il y a quelques années.

Avant, l'Occidental allait porter la civilisation, puis il est allé porter ce qui était pour lui le bonheur. Maintenant, il a admis que dans le Tiers monde et dans le quart monde, il y a du savoir-faire, des compétences. L'équipe de Chalon est un exemple et le bonheur des gens est visible, ce qui est une sorte d'évaluation. Dans tous les projets auxquels j'ai participé, je n'ai jamais vu une seule règle, une seule méthode qui garantisse le succès. Pour évaluer la réussite, il y a une méthode améri-

caine : la méthode du cadre logique de l'exécution d'un projet. Cette méthode consiste à fixer les objectifs à atteindre, les voies que l'on veut emprunter et le moment où l'on jugera que l'objectif est atteint. C'est un processus complètement linéaire. On dit que cette méthode a été mise au point par l'armée américaine pour perdre la guerre du Vietnam. Pour évaluer ses actions, chaque association, chaque responsable doit inventer sa propre méthode d'évaluation.

Compte-rendu de soirée réalisé par Monique PIERLOT, écrivain

Retrouvez toute l'actualité du FRGS sur notre site internet :
www.fdf71.org/cluny